



PORTRAIT

# Marietta Karamanli

À 53 ans, Marietta Karamanli co-préside le groupe d'études sur l'assurance à l'Assemblée nationale. Depuis 2012, la députée de la Sarthe (2<sup>e</sup> circonscription - groupe Nouvelle gauche) planche avec ses pairs sur les sujets qui agitent le secteur et tente de nourrir les textes de loi.

## Indépendante !

Par Thierry Gouby

Impossible de comprendre l'engagement politique de Marietta Karamanli sans évoquer ses origines. Née à Athènes et arrivée en France à l'âge de 20 ans, la députée de la Sarthe, réélue en juin 2017, n'a rien perdu de ses racines ni même de son léger accent hellénique. « J'ai toujours été imprégnée d'une culture de l'indépendance, de résistance, notamment grâce à mes parents, résistants lors de la Seconde Guerre mondiale. Lorsque je suis tombée amoureuse de la langue française, j'ai eu moi aussi l'envie d'être indépendante, de m'assumer, de payer mes études et de venir en France pour résister d'une certaine manière à un destin tout tracé », raconte-t-elle. « J'avais besoin de me trouver moi-même, ce qui explique sans doute, quelques années plus tard, ma volonté de m'engager politiquement, pour les mêmes raisons », ajoute cette proche du réalisateur grec Costa-Gavras, qui explique se retrouver dans le titre du dernier ouvrage du cinéaste : *Va où il est impossible d'aller*. Et c'est au Mans que la députée va débiter sa carrière politique. D'abord au conseil municipal de la ville puis au conseil général de la Sarthe. « Pour les habitants de la Sarthe et plus particulièrement pour les Manceaux, MMA est un acteur important et l'un des principaux employeurs de longue date. C'est une entreprise qui fait partie d'une localité à laquelle je suis très attachée. La présence de MMA a sûrement déclenché mon intérêt pour la dimension économique et sociale de l'assurance », poursuit celle qui est membre de la commission des lois. Lorsqu'elle est élue députée en 2007, il n'existe pas de groupe d'études sur l'assurance à l'Assemblée nationale. Au moment du renouvellement de son mandat en 2012, elle le crée et le co-préside aujourd'hui aux côtés de la députée Valéria Faure-Muntian (LREM). Son ambition est de trouver des réponses aux problématiques assurantielles de la société française. « Aujourd'hui, l'un des principaux sujets que nous souhaitons faire avancer au sein de ce groupe d'études concerne la dépendance, avec pour volonté de répondre à la question : « quelle part de solidarité nationale et quelle place pour les assurances ? » Le dossier est ouvert et Agnès Buzyn semble décidée à travailler sur ce thème. Je souhaite d'ailleurs

### PARCOURS

**1964** : naissance à Athènes (Grèce) le 18 décembre  
**1984** : arrivée en France pour faire ses études  
**Mars 1989** : devient membre du conseil municipal du Mans  
**Mars 1995** : vice-présidente de la Communauté urbaine du Mans, chargée de l'environnement  
**Mars 1998** : est élue conseillère générale de la Sarthe jusqu'en mars 2008  
**Mars 2001** : devient adjointe au maire du Mans jusqu'en juillet 2007  
**Depuis juin 2007** : députée de la 2<sup>e</sup> circonscription de la Sarthe



« Aujourd'hui, l'un des **principaux sujets** que nous souhaitons faire avancer au sein de ce groupe d'études concerne **la dépendance.** »

*pouvoir rendre dès cet été un état des lieux complet des réflexions et propositions qui ont été faites sur ce sujet par les opérateurs du secteur déjà rencontrés », explique Marietta Karamanli.*

Aux côtés des membres de son groupe (six vice-présidents et six membres), elle planche également sur le sujet des risques naturels avec les questions de la hausse de fréquence de ces événements climatiques et de la part des assureurs dans les indemnisations. Le groupe est également en alerte sur la toute récente problématique du risque cyber, sujet sur lequel le groupe démarre seulement ses travaux et pour lequel il souhaite raisonner à l'échelle européenne.

« Nous avons évidemment d'autres sujets en tête comme la question de l'assurance emprunteur, qui préoccupe beaucoup les collectivités. Nous avons aussi une interrogation sur la place de l'assurance dans l'épargne ou dans la protection des biens mobiliers et immobiliers », ajoute celle qui, mariée à un Manceau, est mère de quatre enfants. Pour appuyer ses réflexions, le groupe a évidemment prévu de rencontrer les principales fédérations du secteur dans les prochains mois, mais consulte également des universitaires et d'autres personnalités du secteur, y compris à l'échelle européenne. « J'ai également repéré quelques personnes proches de l'assurance parmi les parlementaires et notre groupe a vocation à accueillir tous ceux qui peuvent faire avancer nos travaux. Si les sujets s'y prêtent, nous pouvons également croiser nos réflexions avec d'autres commissions comme celles des affaires sociales par exemple, le but étant de travailler le plus possible en amont pour nourrir les textes de loi », conclut celle qui préside en parallèle sans surprise le groupe d'amitié France-Grèce de l'Assemblée nationale. ■